

ASSEMBLÉE NATIONALE

17 juin 2016

RECONQUÊTE DE LA BIODIVERSITÉ - (N° 3833)

Commission	
Gouvernement	

Adopté

AMENDEMENT**N ° 236**

présenté par
Mme Gaillard

ARTICLE 2 BIS

I. – À la fin de l’alinéa 9, supprimer les mots :

« ou à toute personne désignée par ce dernier ».

II. – En conséquence, à la fin de l’alinéa 34, supprimer les mots :

« ou à toute personne qu’il a désignée ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Votre rapporteure propose de supprimer la possibilité pour le juge de condamner le responsable à verser des dommages et intérêts à toute personne désignée par l’État, dans la mesure où cette disposition apparaît dérogatoire aux règles de procédure civile. En effet, un jugement ne peut profiter à un tiers.

Dans l’hypothèse où des dommages et intérêts lui seraient versés, l’État pourrait ensuite, en vertu de ses prérogatives, désigner une personne à laquelle il pourrait confier la mission de réparation.